



Les centres sociaux et socioculturels parisiens face au risque que représentent les idées et le projet d'extrême droite.

A Paris, 62 000 personnes, 2 000 bénévoles participent à la vie des centres sociaux et socioculturels. 700 associations sont accueillies et soutenues. La fédération parisienne regroupe 30 centres associatifs et une association de développement local.

Les idées et le projet politique d'extrême droite sont en contradiction profonde avec les fondamentaux et le projet même de nos structures, qui sont reconnus dans le cadre des politiques de l'action sociale menées par l'Etat.

- nous revendiquons comme valeurs fondatrices la démocratie, la solidarité et le respect de la dignité humaine pour chacun-e
- nous nous engageons à garantir un accueil inconditionnel pour tous et toutes, et à lutter contre toutes les formes de discrimination
- nous nous engageons à faire vivre la laïcité
- nous revendiquons des principes d'action relevant de l'éducation populaire et nous avons pour projet de développer le pouvoir d'agir et l'engagement au service de la vie collective et publique

Ces principes se retrouvent dans les circulaires de la CNAF encadrant l'action des centres sociaux, dans la charte de la laïcité de la CNAF.

- Par ailleurs, la liberté associative et la liberté d'expression sont un des piliers de la démocratie et nos structures s'attachent à les faire vivre sur nos territoires.

Les idées et le projet d'extrême droite sont également de nature à impacter négativement l'existence des habitant-e-s. Nous mesurons d'ailleurs ces jours-ci leur inquiétude sur nos territoires. Loin de relever de fantasmes, ces inquiétudes trouvent leur source dans des raisons bien tangibles et réelles. Citons notamment :

- l'injonction à la préférence nationale fait planer le risque de l'arrêt de la couverture médicale, de l'universalité de l'accès aux droits.
- la perspective d'une expulsion du territoire effraie des familles résidentes qui n'ont pas/plus de papiers et se sont intégrées dans le tissu économique et social de nos quartiers

La perspective de la mise en œuvre d'une politique d'extrême droite inquiète les premier-e-s concerné-e-s mais également les habitant-e-s « épargné-e-s » qui partagent leur quotidien, en toute fraternité.

Les idées et le projet d'extrême droite inquiètent les professionnels de nos structures, les élu-e-s de proximité, et leurs partenaires institutionnels et associatifs :

Nous tenons à souligner le risque réel de voir des financements associatifs retirés, ce qui conduirait à une réduction de l'action des centres sociaux sur les territoires. Soulignons à ce propos que 400 élu-e-s avaient signé un manifeste affirmant l'importance de l'action des centres sociaux en faveur du maintien de la cohésion sociale lors des dernières élections municipales. Mais au-delà de nos seules structures, c'est également l'action des milliers d'associations qui empêchent le délitement du tissu social qui serait mise à mal.

Les centres sociaux et socioculturels inscrivent leur action dans le cadre du triptyque républicain « Liberté, Egalité, Fraternité », en défendant l'accès aux droits pour tou-te-s, en favorisant les initiatives solidaires, en encourageant la participation à la vie citoyenne. Nous appelons celles et ceux qui partagent cette ambition à faire entendre leur voix lors des prochaines élections et à pousser la porte de nos structures pour œuvrer ensemble.

Le Conseil d'Administration de la fédération des centres sociaux et socioculturels parisiens.

A Paris, le 18 juin 2024.